

Mohamed, pose ta valise

Nous continuons à percevoir l'émigration sous le prisme, nostalgique et périmé, de la Fédération de France ou de l'Amicale des Algériens en Europe : des citoyens contraints à l'exil pour survivre et subvenir à leurs besoins en attendant de regagner la mère patrie.

Le pouvoir cultive cette image et lui associe également une attitude ambivalente, ambiguë, erratique à son endroit. Sa représentation est institutionnellement consacrée par un secrétariat d'Etat chargé de la communauté nationale à l'étranger. Ce faisant, il agit comme si l'émigration algérienne appartenait à la communauté nationale, à la nation. S'exprime ainsi une volonté de contrôle de la migration, perçue comme «perturbatrice et subversive». Si elle l'est effectivement, c'est à l'encontre de l'ordre national : elle est la preuve vivante qu'on peut réussir en dehors d'un Etat «qui place et qui classe» comme bon lui semble.

Le propos, pertinent, est en substance celui de notre ami et confrère, Aïssa Kadri, professeur à l'Université Paris 8, dans une conférence-débat organisée par la Friedrich Ebert Stiftung, vendredi dernier, sous le thème «nouvelles migrations, nouveaux enjeux».

La nouvelle génération de migrants apparue dans les années 1990 est, pour l'essentiel, née du «désenchantement développementaliste». Elle est, hétéroclite : des chômeurs «qui tentent leur chance à l'étranger», des classes moyennes «bloquées dans leur ascension sociale ou menacées dans leur sécurité», des femmes, des harraga, des jeunes déscolarisés et des mineurs non accompagnés.

La motivation n'est plus seulement économique. On part, aussi, pour «donner un sens à sa vie, en quête de

liberté(s), d'espoir, de dignité». Les nouvelles migrations c'est donc, aussi et surtout, le lourd procès des pouvoirs en place issus d'un autre temps, vieillissants mais tenaces.

Les maîtres-mots ici sont : espace transnational et capital culturel ; le capital humain en question se déployant selon de nouvelles logiques de rentabilité sur lesquelles les jeunes Etats d'origine n'ont plus aucune prise, en dépit de leurs gesticulations policières. Ils n'en tirent également pas profit. Bien au contraire, ils œuvrent par leurs moyens propres à la satisfaction des besoins des pays d'accueil ou de destination que sont les anciennes puissances coloniales.

Au cours d'une récente réunion du Forum économique maghrébin, un enseignant de l'Institut européen de Palerme avait fait état des dernières recherches sur la question. Ces recherches mettent en évidence quelques grands enseignements :

1. L'intégration régionale, dans l'espace maghrébin, favorisera la circulation des personnes, mais certainement pas la migration. Comme en témoigne l'expérience européenne (au regard de ce qu'ont vécu l'Espagne, le Portugal ou la Grèce), le nivellement économique induit par l'intégration n'encourage pas la migration.

2. L'émigration n'est pas une réponse suffisante au fléau du chômage. Ce dernier est plus important que ce que ce qu'une migration peut résorber ; le rapport est d'un migrant pour 50 chômeurs.

3. La plupart des migrants ne sont pas des chômeurs ; ils cherchent plutôt à améliorer leur situation.

4. La migration est une des facettes de la mondialisation, quoique marginale, traduite par le biais de quelques niches professionnelles. La migration

demeure aussi un phénomène de proximité : 80% des émigrés maghrébins se dirigent vers la France, l'Espagne ou l'Italie.

5. Avec le tassement de la pyramide des âges, la croissance démographique crée une pression migratoire liée à l'arrivée de jeunes adultes sur le marché du travail. Cela a pour conséquences inédites l'arrivée des femmes et la montée des qualifications.

6. L'émigration ne favorise pas forcément le développement. Certes, les transferts d'argent participent au bien-être de certaines familles et de certains pays d'origine, mais ils recèlent un effet pervers : l'installation d'un état d'esprit rentier – pourquoi dois-je travailler si je peux recevoir de l'argent ?

Enfin, autre enseignement majeur : aucune expérience n'atteste qu'un pays doit son développement à ses émigrés. Toutefois, l'émigration peut avoir deux effets bénéfiques quant à l'accumulation du capital humain et du capital social (réseaux d'affaires et professionnels). Certes, l'Union européenne n'a pas besoin de nouveaux immigrants sur le court terme, et ceux qui résident sont les premières victimes de la crise (leurs enfants étant les secondes victimes). Le vieillissement et la diminution de sa population active sur le long terme annoncent toutefois une demande certaine de main-d'œuvre qualifiée. C'est là qu'interviennent les accords d'association. Une récente étude dévoile les mécanismes de dépossession et le rôle dévolu aux pouvoirs locaux dans un contexte inédit de dépendance/alienation^(*).

Le «processus de Bologne», qui est la déclinaison sectorielle – à l'éducation et la formation – de la stratégie économique de Lisbonne confère à la Commission européenne des pouvoirs étendus par rapport

aux États nationaux. Son objectif est la création d'un «espace européen d'enseignement supérieur» capable d'accroître sa compétitivité en matière de formation, de recherche, de production de brevets et de gouvernance. Un tel objectif recoupe la perspective d'une «économie de la connaissance», dans un contexte marqué par une globalisation économique ayant engendré, depuis plusieurs années, «une grande mobilité de capitaux, une recherche de nouvelles sources de profit et des besoins en travailleurs hautement qualifiés (THQ) notamment dans les secteurs les plus utilisateurs en technologie de pointe et dans des secteurs de services».

L'intention, ouvertement affichée, est de «capter (...) (re)constituer en permanence un vivier de THQ mobile», ce qui «passe par un espace d'enseignement supérieur répondant à certains critères de qualité, de comparabilité, de compétitivité et de «bonne gouvernance». C'est la raison pour laquelle le logiciel néolibéral a été étendu aux pays du Maghreb, au moyen des accords d'association, depuis la rentrée universitaire 2003-2004. «Officiellement, le processus de Bologne devait mettre à niveau des systèmes d'enseignement supérieur maghrébins confrontés à une importante massification. Mais sur le fond, à travers cet élargissement du processus, la Commission européenne vise à : 1. Fournir aux responsables maghrébins un cadre pour gérer les flux d'étudiants tout en généralisant des standards éducatifs de nature libérale, sous apparence technique et managériale. 2. Répondre à des besoins urgents en THQ, formés selon les mêmes standards internationaux, pour des firmes multinationales et des capitaux mobiles, notamment



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

en agissant directement sur les systèmes de formation conformément à la déclaration de Bologne. 3. Inscrire les pays du Maghreb dans la division internationale du travail, en définissant un rôle d'intermédiaire aux systèmes d'enseignement supérieur pour capter une partie de la demande africaine en formation supérieure (...) Ces objectifs participent à la définition d'orientations économiques et idéologiques libérales pour les systèmes d'enseignement supérieur, avec la collaboration de dirigeants maghrébins n'ayant pas de projet éducatif et encore moins social.

La dépendance ne pouvait mener qu'à cela : désarmer des pouvoirs nationaux. Gare à la «repentance inverse» ou le regret d'avoir chassé l'occupant !

A. B.

(*) Ahmed Ghouati, La dépossession. Réformes, enseignement supérieur et pouvoirs au Maghreb, *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 131 p. juin 2012. URL : <http://remmm.revues.org/7608>

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com



Commence par le faire, toi, je t'imiterai ensuite

Scandale du pédophile espagnol libéré. Mohamed VI fait marche arrière. Momo adore la ...

... marche arrière !

Scène tout de même hallucinante que celle-là : au port d'Alger, le secrétaire d'Etat en charge de la communauté algérienne installée à l'étranger a exhorté nos compatriotes débarquant en vacances ici à participer à la lutte contre la fuite de capitaux à l'étranger, notamment en faisant transiter leurs devises par le circuit bancaire algérien officiel. Mon Dieu ! Que j'aurais voulu être l'un des touristes algériens posant le pied sur la terre ferme, après une traversée de la Méditerranée et attendant ainsi cette invite dudit ministre. Voilà un accueil qui fouette ! On n'a jamais rien trouvé de mieux qu'un brin d'humour pour remettre sur pied un voyageur malmené, barbouillé par le mal de mer ! Voilà un régime dont l'une des activités préférées est de mettre son argent ailleurs, de placer son fric dans des banques étrangères, de faire fructifier son capital sous le soleil des paradis fiscaux, et l'un de ses commis, l'un de ses bras armés de beaucoup de culot, il faut bien le reconnaître, vient ainsi donner des leçons de patriotisme économique sur les quais d'Alger ! Eh ben mince, alors ! Chez nous, ici, des Cahuzac, il y en a à chaque coin de rue ministérielle ! T'en connais toi beaucoup

des pontes de ce régime qui ne disposent pas de comptes non déclarés domiciliés à l'étranger ? T'en connais toi beaucoup des pontes de ce régime qui ne changent pas de la devise au noir ? T'en connais toi beaucoup des pontes de ce régime qui n'ont pas eu au moins une fois recours au «square» ou à l'une de ses succursales discrètes ? Très franchement, je souhaiterais que Monsieur Sahli m'explique : il croit réellement que l'Algérien installé à l'étranger, et parfaitement au courant des pratiques des pontes du régime en matière de capitaux abrités à l'étranger et de change parallèle, va subitement être pris de remords et d'un accès de patriotisme monétaire fiévreux dès le pied posé sur le quai du port, se presser d'aller au premier guichet de la Banque d'Algérie pour y changer tout son budget vacances, tout en demandant pardon en pleurant de ne pas l'avoir fait les fois précédentes ? Même Walt Disney, les Studios Pixar et DreamWorks n'investiraient pas un kopeck dans ce scénario stupide et totalement irréel. Pourquoi l'émigré, «l'Algérien installé à l'étranger» serait "monétiquement" plus patriote que les gens qui dirigent le pays ? A moins de leur faire boire en douce, durant la traversée, au bar du bateau, un élixir d'amour du bled foudroyant. N'importe quoi ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.